

Les problèmes non résolus de la mémoire russe

The unsolved problems of the Russian memory

Os problemas não resolvidos da memória russa

Bruno Groppo

Université de Paris I Panthéon Sorbonne

groppo@univ-paris1.fr

Résumé: La société russe actuelle entretient des rapports difficiles et contradictoires avec le passé soviétique. La fin de l'Union Soviétique, saluée comme une libération dans la plupart des pays qui en faisaient partie, a provoqué dans la population russe une grave crise d'identité. Le parcours de la mémoire russe depuis les années 90, analysé dans cet article, correspond à la recherche d'une nouvelle identité nationale. La société actuelle reste profondément traumatisée par la mémoire des violences de masse et des répressions de l'époque stalinienne, qui ont fait des millions de victimes, mais n'as pas encore réussi à faire les comptes avec ce passé : évitant de s'interroger sur la question des responsabilités, elle a préféré se réfugier dans l'amnésie et refouler le passé stalinien aux marges de la conscience collective. Le pouvoir postsoviétique s'est servi du passé pour ses propres fins politiques, en particulier pour essayer de forger une nouvelle identité nationale. Dans une première étape, sous Boris Eltsine, le passé soviétique a été rejeté en bloc, comme une parenthèse entièrement négative de l'histoire russe, et a été remplacé par le mythe de l'époque prérévolutionnaire, présentée comme une sorte d'âge d'or. Vladimir Poutine, en revanche, a récupéré et réhabilité plusieurs aspects de l'histoire soviétique (la modernisation économique, la victoire sur l'Allemagne nazie, l'expansion de la puissance russe) dans le cadre d'une idéologie nationaliste basée sur le mythe de la Grande Russie. Ces orientations ont rencontré un accueil favorable dans une grande partie de la population russe, qui nourrit une certaine nostalgie pour l'époque soviétique. La réhabilitation de Staline, comme modernisateur de l'économie et stratège de la victoire sur l'Allemagne, constitue un élément central du discours nationaliste développé par Poutine. Quant aux victimes du stalinisme, elles continuent d'être ignorées par le pouvoir russe postsoviétique.

Mots-clés: Mémoire russe; Union Soviétique; Russe postsoviétique; Identité nationale.

Abstract: The current Russian society have a difficult and contradictory relationship with the Soviet past. The end of the Soviet Union, hailed as a liberation in most countries that composed, provoked, in the Russian population, a serious identity crisis. The course of the Russian memory since the 90 analyzed in this article corresponds to the search for a new national identity. Today's society remains deeply traumatized by the memory of mass violence and repression of stanilista time, which made millions of victims, but still failed to make the accounts with the past: avoiding questioning on the issue of responsibility, she chose to take refuge in amnesia and put the Stalinist past the margins of collective consciousness. The post-Soviet power poured from the past for their own political purposes, especially to try to forge a new national identity. In the first stage, under Boris Yeltsin, the Soviet past was rejected out of hand as a totally negative parentheses of Russian history, and was replaced by the myth of pre-revolutionary period, presented as a kind of golden age. Vladimir Putin, however, recovered and rehabilitated various aspects of Soviet history (economic modernization, the victory over Nazi Germany, the expansion of Russian power) as part of a nationalist ideology based on the Great Russian myth. These guidelines have found a favorable reception in much of the Russian population, which harbored a certain nostalgia for the Soviet era. The rehabilitation of Stalin as

modernizing the economy and strategist of the victory over Germany, is a central element of the nationalist discourse developed by Putin. As for the victims of Stalinism, they continue to be ignored by the post-Soviet Russian power.

Keywords: Russian memory; Soviet Union; Russia after the Soviet Union; National identity.

Resumo: A atual sociedade russa tem uma relação difícil e contraditória com o passado soviético. O fim da União Soviética, saudado como uma libertação na maioria dos países que a compunham, provocou na população russa uma séria crise de identidade. O curso da memória russa desde os 90, analisado neste artigo, corresponde à busca de uma nova identidade nacional. A sociedade atual permanece profundamente traumatizada pela lembrança de violência em massa e das repressões da época stalinista, que fez milhões de vítimas, mas ainda não conseguiu fazer as contas com o passado: evitando questionar sobre a questão das responsabilidades, ela preferiu se refugiar na amnésia e colocar o passado stalinista à margem da consciência coletiva. O poder pós-soviético se serviu do passado para os seus próprios fins políticos, especialmente para tentar forjar uma nova identidade nacional. Em uma primeira etapa, sob Boris Yeltsin, o passado soviético foi rejeitado de imediato, como um parêntese totalmente negativo da história russa, e foi substituído pelo mito da época pré-revolucionária, apresentado como uma espécie de idade ouro. Vladimir Putin, no entanto, recuperou e reabilitou vários aspectos da história soviética (a modernização econômica, a vitória sobre a Alemanha nazista, a expansão do poder russo) no quadro de uma ideologia nacionalista baseada no mito da Grande Rússia. Essas orientações encontraram uma recepção favorável em grande parte da população russa, que nutria uma certa nostalgia pela época soviética. A reabilitação de Stalin, como modernizador da economia e estrategista da vitória sobre a Alemanha, constitui um elemento central do discurso nacionalista desenvolvido por Putin. Quanto às vítimas do stalinismo, elas continuam a ser ignoradas pelo poder russo pós-soviético.

Palavras-chave: Memória russa; União Soviética; Rússia pós União Soviética; Identidade nacional.

Artigo recebido para publicação em: abril de 2015

Artigo aprovado para publicação em: maio de 2015

Introduction

La société russe actuelle entretient des rapports difficiles et contradictoires avec son passé, en particulier avec le passé soviétique. Dans les pages qui suivent nous ferons le point sur le parcours de la mémoire collective russe et sur les usages politiques du passé de la part des autorités russes après la fin de l'Union Soviétique et du système communiste. La notion de « mémoire russe » est évidemment une abstraction. Dans la réalité, il existe dans la société russe, comme dans n'importe quelle autre société, une multiplicité de mémoires collectives, différentes et même opposées, d'autant plus que la Russie n'est pas un pays ethniquement homogène, mais une mosaïque de peuples dans laquelle les Russes sont la composante principale. Ainsi, la mémoire de la composante russe de la population ne peut pas être la même que celle, par exemple, des groupes ethniques minoritaires qui ont été déportés en masse par Staline pendant la Deuxième Guerre Mondiale, comme les Allemands de la Volga, les Tatars de Crimée, les Tchétchènes, et d'autres encore¹. Par ailleurs, la mémoire des victimes des répressions politiques de l'époque soviétique est évidemment très différente de la mémoire de ceux qui ont organisé ces répressions. Tous, néanmoins, ont en commun le passé soviétique et donc une série d'expériences qui ont forgé les mémoires et les identités collectives. Nous utilisons ici la notion de « mémoire russe » désigne ici simplement la mémoire prédominante dans la société russe à un moment déterminé de son histoire : une mémoire qu'il faut distinguer de ce qu'on peut appeler la mémoire officielle, c'est-à-dire celle qui est construite par les autorités et que ces dernières cherchent à imposer à l'ensemble de la population. La mémoire sociale et la mémoire officielle peuvent être plus ou moins proches ou plus ou moins lointaines l'une de l'autre, mais elles ne coïncident jamais entièrement et doivent donc être étudiées séparément.

En Russie plus qu'ailleurs, la question de la mémoire est indissociable de celle de l'identité, surtout de l'identité nationale, et elle renvoie à l'histoire. Pendant plus de 70 ans l'histoire de la Russie a été inséparable de celle de l'Union Soviétique. La disparition de cette dernière et du système politique communiste a provoqué en Russie, entre autres bouleversements, une grave crise identitaire, que la société russe s'est efforcée depuis les années 90 de surmonter afin de reconstituer son identité. Le parcours accidenté de la mémoire russe dans le dernier quart de siècle correspond à cette recherche d'une nouvelle identité. Lorsqu'on étudie ce parcours, quelques constats s'imposent rapidement. Le premier est que la société russe reste profondément traumatisée par les violences et les répressions de masse de l'époque soviétique, en particulier par celles de la période stalinienne, mais qu'elle n'a pas encore été capable de faire les comptes avec ce passé. La difficulté principale concerne le problème des responsabilités : qui est responsables pour les millions de victimes de cette époque ? Au lieu de l'affronter ouvertement, la majorité des Russes a opté jusqu'ici pour l'amnésie et le refoulement², en reléguant les épisodes sombres du passé aux marges de la conscience nationale. Leur mémoire est pleine d'oublis et de silences. Seule une minorité, comme par exemple les militants de l'association Mémorial³, continue d'évoquer ce passé et de se battre

¹ Une loi concernant la «réhabilitation des peuples opprimés», adoptée le 26 avril 1991 par le Soviet suprême de la République socialiste fédérative soviétique de Russie énumère les différents groupes ethniques concernés par ces déportations.

² FERRETTI, Maria. La mémoire refoulée. La Russie devant le passé stalinien. *Annales HSS*, n. 50, 1996, pp.1237-1257; FERRETTI, Maria. *La memoria mutilata. La Russia ricorda*. Milan: Corbaccio, 1993.

³ Mémorial est une association et un mouvement de défense des droits humains créé en 1988-1989 avec l'objectif d'ériger un mémorial (d'où le nom) aux victimes des répressions de l'époque soviétique. Sur son histoire voir: ADLER, Nancy. *Victims of Soviet Terror: the Story of the Memorial Movement*. Westport (Conn.): Praeger, 1993; SMITH, Kathleen E. *Remembering Stalin's Victims: Popular Memory and the End of the USSR*. Ithaca and London: Cornell University Press, 1996; FERRETTI, Maria. *Op. cit.*

pour la mémoire des victimes. A l'époque soviétique les silences et les oublis étaient dictés par la peur⁴. Maintenant, ils ont d'autres causes (le malaise face à un passé trop lourd à porter, la volonté de ne pas savoir, etc.), mais ils sont toujours là.

Un deuxième constat concerne l'importance de la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale - « la Grande Guerre Patriotique » -, qui est devenue le principal fondement de l'identité nationale russe et a acquis le statut d'un mythe fondateur, mais qui continue de faire l'objet de remémorations très différentes : l'une qui met l'accent sur les souffrances de la guerre et sur la volonté de liberté et de démocratie qui s'exprimées dans la résistance contre l'invasion et l'occupation allemandes; l'autre, de type nationaliste, qui met l'accent exclusivement sur la victoire de la Grande Russie sur l'Allemagne nazie et qui en attribue le mérite à Staline, faisant ainsi écran à la mémoire des violences de masse déclenchées par le dictateur⁵. Un troisième constat concerne l'usage intensif, mais extrêmement sélectif, que les autorités russes font du passé. Vladimir Poutine, en particulier, utilise constamment plusieurs aspects du passé soviétique comme support de l'idéologie nationaliste qui a remplacé l'idéologie communiste d'autrefois. A l'époque soviétique le passé était instrumentalisé pour légitimer le pouvoir du parti communiste et de son groupe dirigeant. Maintenant, il est utilisé pour obtenir l'adhésion de la population au projet poutinien de rétablir la puissance russe sur la scène internationale et pour consolider un système de pouvoir autoritaire qui n'a que l'apparence d'une démocratie. Voyons maintenant plus en détail quel a été le parcours de la mémoire russe après la fin de l'URSS.

La spécificité de la mémoire russe

La question de la mémoire (et de l'oubli) dans la Russie postsoviétique doit être située dans le contexte plus général des transformations de la mémoire publique qui se sont produites dans les pays ex-communistes après la fin des systèmes politiques de type soviétique⁶. En élargissant le cadre de l'observation on fait ressortir mieux la spécificité du cas russe, qui se distingue assez nettement des autres, malgré certains points communs. Au temps du « socialisme réel » il existait dans tous les pays communistes une mémoire officielle, forgée par le parti au pouvoir, qui occupait entièrement l'espace public et qui offrait une interprétation du passé conforme à l'idéologie et aux exigences politiques du parti dominant. Elle changeait en fonction des conjonctures politiques⁷, mais elle restait la seule autorisée : toutes les autres mémoires collectives étaient exclues de l'espace public, réduites au silence ou confinées dans la sphère familiale. Convaincu de détenir la vérité historique, le parti communiste s'arrogeait le monopole de la mémoire et exerçait un contrôle étroit sur l'écriture de l'histoire, qui devait servir à légitimer son pouvoir. La fin des systèmes politiques communistes, d'abord en Europe centrale et orientale et ensuite dans l'URSS elle-même, a provoqué aussi la fin du monopole communiste de la mémoire et le rapide déclin de ce qui

⁴ Cf. FIGES, Orlando. *Les Chuchoteurs. Vivre et survivre sous Staline*. Paris: Denoël, 2009 (éd. orig. FIGES, Orlando. *The Whisperers: Private Life in Stalin's Russia*. New York: Metropolitan Books, 2007).

⁵ Sur ce point, et plus en général sur les vicissitudes de la mémoire de la Deuxième Guerre Mondiale en Russie, voir FERRETTI, Maria. La memoria spezzata. La Russia e la guerra. *Italia contemporanea*, n. 245, décembre 2006, pp. 525-565. Voir aussi GUDKOV, Lev. The fetters of victory. How the war provides Russia with its identity. *Eurozine*, 3 mai 2005, <http://www.eurozine.com/articles/2005-05-03-gudkov-en.html>; SCHERBAKOWA, Irina. *Zerrissene Erinnerung. Der Umgang mit Stalinismus und Zweitem Weltkrieg im heutigen Russland*. Göttingen: Wallstein Verlag, 2010.

⁶ Voir GROPPPO, Bruno. Politiche della memoria e politiche dell'oblio in Europa centrale e orientale dopo la fine dei sistemi politici comunisti. In: FOCARDI, Filippo; GROPPPO, Bruno (Dir.). *L'Europa e le sue memorie*. Roma: Viella, 2013, pp. 215-243.

⁷ Une anecdote de l'époque communiste disait que dans ces pays la difficulté n'était pas de prévoir le futur, mais le passé, parce que ce dernier était sans cesse modifié au gré des conjonctures politiques.

était jusque là la mémoire officielle. En même temps d'autres mémoires, auparavant réduites au silence, réapparaissaient et occupaient l'espace public. Avec la dislocation de l'empire soviétique, il ne pouvait plus être question d'une mémoire unique : chaque république, devenue ou redevenue indépendante, s'est mise à élaborer sa propre lecture du passé et à construire sa propre mémoire, cette fois-ci dans un cadre strictement national et sans directives venues de l'extérieur. Partout, le passé communiste a été revu et réinterprété à la lumière de la nouvelle situation, dans laquelle désormais aucun parti ou autre institution n'était plus en mesure d'imposer une interprétation unique et d'exclure toutes les autres. On a donc assisté, dans ces pays, à une véritable explosion de mémoires multiples, en concurrence les unes avec les autres, qui aspiraient à se faire entendre et à être reconnues⁸. Des sujets qui étaient tabou à l'époque communiste – comme le pacte germano-soviétique de 1939 et ses clauses secrètes, le massacre des officiers polonais par le NKVD à Katyn, les déportations de peuples entiers ordonnées par Staline, le sort tragique des communistes étrangers victimes des purges stalinienne en URSS, etc. – pouvaient désormais être discutés ouvertement. A partir des années 90 chacun de ces pays a développé des politiques de la mémoire – en créant de nouveaux musées d'histoire récente, en instituant de nouvelles commémorations, etc.- dans lesquelles s'exprimaient des interprétations du passé généralement à opposées à celles qui prévalaient à l'époque communiste. Faire les comptes avec le passé communiste s'est avéré toutefois plus compliqué en Russie que dans les autres pays ex-communistes, à cause principalement des positions différentes qu'ils occupaient dans l'univers communiste. L'URSS n'était pas un pays comme les autres. Elle était en effet un empire, centré sur la Russie, dans lequel plusieurs pays (comme les Pays baltes, la Géorgie ou des républiques d'Asie Centrale) avaient été intégrés directement par la force, contre leur volonté, tandis que d'autres, ceux d'Europe centrale et orientale, avaient inclus dans sa sphère d'influence après (et en conséquence de) la Deuxième Guerre Mondiale. Dans cet ensemble, la Russie détenait et exerçait l'essentiel du pouvoir. La plupart de ces pays accueillirent comme une libération la fin du communisme et de l'URSS, qu'ils considéraient un système de domination étrangère de type quasi colonial. Devenus, ou redevenus, indépendants, ils ont donné libre cours à une mémoire profondément négative de la période soviétique, en attribuant à l'URSS (et concrètement à la Russie) la responsabilité de tous leurs malheurs. La même attitude s'était déjà manifestée dans les pays d'Europe centrale et orientale après la fin des régimes communistes, qui avait précédé de deux ans celle de l'URSS. Se présentant comme victimes, tous ces pays ont mis en œuvre des politiques mémorielles qui évoquent surtout l'oppression subie et rendent hommage aux victimes de la domination soviétique. Les récits présentés dans les musées d'histoire récente créés dans ces pays à partir des années 90 sont, de ce point de vue, assez ressemblants. La Russie postcommuniste se trouve, quant à elle, dans une situation très différente. Ayant été elle-même à l'origine du système soviétique et de l'URSS, elle ne peut pas attribuer à un acteur extérieur la responsabilité de ses malheurs et de ses souffrances. Avec la disparition de l'URSS et la fin du système soviétique elle s'est libérée, certes, d'un régime autoritaire et oppressif, mais elle a perdu, du même coup, l'empire et la position hégémonique qu'elle y occupait. Vue par les Russes, l'époque soviétique avait été marquée par de terribles répressions, mais aussi par une expansion sans précédent de la puissance russe. La mémoire de cette époque ne pouvait donc pas être la même que dans les autres pays ex-soviétiques : au sentiment de libération se mélangeait, en Russie un sentiment de perte, de frustration, de mélancolie et de regret. Face aux difficultés économiques de la transition au postcommunisme, exacerbées par une brutale politique de

⁸ BROSSAT, Alain; COMBE, Sonia; POTEL, Jean-Yves; SZUREK, Jean-Charles (Dir.). *A l'Est, la mémoire retrouvée*. Paris: La Découverte, 1990.

privatisations, beaucoup de Russes se sont pris de nostalgie pour l'URSS, en particulier pour l'époque brezhnevienne, qui leur apparaissait rétrospectivement comme une période de stabilité et de relative prospérité⁹.

La mémoire du stalinisme

Après la fin de l'Union Soviétique, la Russie a dû se réinventer complètement et redéfinir son identité sur de nouveaux fondements, puisque ceux de l'époque soviétique avaient été profondément ébranlés. Les repères qui avaient servi aux Russes pendant des décennies pour s'orienter avaient disparu : il fallait désormais en trouver d'autres, pour reconstruire une identité collective en crise et affronter un futur incertain. Pour cela, il fallait se pencher sur le passé, tant récent que plus lointain, pour tenter de lui donner un sens. La quête identitaire de la société russe est passée par plusieurs étapes, en contournant toujours l'obstacle formidable que représentent la mémoire du stalinisme et la question des responsabilités. Ce qui fait surtout problème, en effet, c'est la mémoire des violences de masse et des répressions de l'époque soviétique, en particulier de la Grande Terreur des années Trente : en un mot, la mémoire du stalinisme. Il est difficile pour des non-Russes de se représenter combien ce passé-là, désormais lointain, continue de peser sur la conscience collective russe et de hanter le présent. Peu de pays ont connu au XXe siècle une histoire aussi violente et traumatisante que celle de la Russie, où les victimes des répressions politiques se comptent par millions et où presque toutes les familles ont été frappées par la violence étatique. Le nazisme, auquel le stalinisme est souvent comparé, a fait lui aussi des millions de victimes, mais principalement en dehors de l'Allemagne, alors que le stalinisme a fait ses victimes essentiellement dans la population russe (et plus largement soviétique). A cela s'ajoute le fait que l'étendue des répressions staliniennes a exigé la participation d'un nombre très élevé de personnes, à tous les niveaux. Les Russes ont donc été à la fois victimes et acteurs de ces violences de masse, et il est pratiquement impossible de tracer une ligne de séparation nette entre les uns et les autres, d'autant plus que les organisateurs et les agents de la terreur sont devenus souvent des victimes à leur tour (ce qui était rarissime dans le cas du nazisme)¹⁰. Ces circonstances rendent particulièrement difficile toute confrontation avec ce passé. Il faut également considérer que, alors que le nazisme n'a duré que douze ans (1933-1945), en Russie, par contre, plusieurs générations n'ont connu que ce système répressif, dont l'héritage est une peur profondément enracinée dans la conscience collective (et surtout dans l'inconscient collectif). Les violences de masse dont tant de citoyens russes ont été victimes étaient organisées, planifiées et mises en œuvre par l'Etat soviétique, mais à aucun moment ce dernier n'a reconnu officiellement sa responsabilité ou demandé pardon, et aucun des responsables n'a été traduit devant la justice. Là aussi, la différence par rapport à l'Allemagne est frappante. En Russie aucun monument officiel n'a été érigé à l'initiative de l'Etat fédéral pour rappeler ce passé de violence et pour honorer la mémoire des victimes : les monuments qui existent ont tous été érigés à l'initiative d'associations de la société civile, parfois avec l'appui d'autorités locales, mais l'Etat en tant que

⁹ Voir FERRETTI, Maria. Nostalgia for Communism in Post-Soviet Russia. *Workshop The Legacy and Memory of Communism in Europe*, Paris, EURHISTXX, 17 décembre 2007, <http://www.eurhistxx.de/spip.php%3Farticle39&lang=en.html>.

¹⁰ L'historien Arseni Roginski, l'un des principaux représentants de Mémorial, insiste particulièrement sur ce point et sur le fait qu'en Russie il semble n'y avoir que des victimes, mais pas de responsables. Voir ROGINSKI, Arseni. *Fragmented Memory. Stalin and Stalinism in Present-Day Russia*. *Eurozine*, 2 mars 2009, http://www.eurozine.com/articles/article_2009-03-02-roginski-en.html.

tel est resté complètement absent dans ce domaine. Aucune commission officielle, du type des commissions de la vérité créées en Amérique Latine après la fin des dictatures militaires, n'a été instituée en Russie pour enquêter sur les violations des droits humains perpétrées à l'époque soviétique. A la différence de ce qui s'est passé après la fin du communisme dans beaucoup de pays ex-communistes, en Russie la police politique, principal instrument - sous différentes appellations (Tchéka, GPOU, OGPOU, NKVD, KGB) - des répressions et de la terreur, n'a pas été dissoute après la fin du système soviétique, mais a simplement changé de nom, en gardant, pour l'essentiel, le même personnel : c'est de ses rangs, d'ailleurs, que sont issus l'actuel président et, à l'initiative de ce dernier, une grande partie de ceux qui occupent actuellement les principales positions de pouvoir dans l'administration, dans l'économie et dans la politique. La continuité a prévalu aussi dans le système judiciaire, autre rouage essentiel de la répression. L'institution judiciaire n'a fait aucun *mea culpa* et reste, aujourd'hui encore, strictement subordonnée au pouvoir. En Russie il n'y a pas eu, en somme, une rupture radicale avec le passé, comparable à celle qui s'est produite en Allemagne après 1945¹¹. Fait significatif, toutes les enquêtes d'opinion indiquent que dans la Russie actuelle Staline reste un personnage populaire et continue d'être considéré positivement par une partie importante de la population russe¹². La situation de la mémoire russe est donc caractérisée par de profondes contradictions et ambiguïtés.

Deux tentatives avortées de faire les comptes avec le passé

Déjà à l'époque soviétique la société russe avait entrepris, en deux occasions, de se confronter avec la mémoire du stalinisme, mais dans les deux cas le processus s'était arrêté à mi-chemin. La première occasion s'était produite à l'initiative de Nikita Khrouchtchev, qui avait dénoncé les crimes de Staline au XXe congrès du PCUS en février 1956. Le processus de prudente « déstalinisation », inauguré par ce coup de tonnerre, fut marqué par des mesures significatives comme le démantèlement partiel du Goulag, la libération d'une grande partie des détenus des camps soviétiques, la réhabilitation d'un certain nombre de personnes injustement condamnées sous Staline, etc. Dans cette atmosphère de « dégel »¹³, caractérisée par une certaine libération de la parole, on commença à pouvoir évoquer publiquement les répressions et le Goulag, comme en témoignait la publication du roman d'Alexandre Soljenitsine (lui-même ex-détenu du Goulag) *Une journée d'Ivan Denissovitch*, qui racontait la journée d'un détenu dans un camp soviétique. Ce « dégel » s'interrompit toutefois en 1964 avec l'éviction de Khrouchtchev et son remplacement, à la tête du parti et de l'Etat, par un triumvirat dont le personnage central était Leonid Brejnev, principal dirigeant de l'URSS de 1964 à 1982. Pendant cette nouvelle et longue « glaciation » politique il ne fut plus question d'évoquer les crimes de Staline : au contraire, plusieurs aspects du passé stalinien et de la figure du dictateur, en particulier son rôle de chef militaire pendant la guerre contre l'Allemagne nazie, furent réhabilités officiellement.

¹¹ Le sociologue Lev Gudkov voit des « continuités fatales » entre le totalitarisme soviétique et l'autoritarisme poutinien. Il note que, si le monopole du pouvoir du PCUS et la planification centrale de l'économie ont disparu, en revanche les piliers du système de domination soviétique – les services de sécurité, l'armée et le système judiciaire – sont restés inchangés. Cf. GUDKOV, Lev. Fatale Kontinuitäten. Vom sowjetischen Totalitarismus zu Putins Autoritarismus. *Eurozine*, 7 février 2013. <http://www.eurozine.com/articles/2013-07-02-gudkov-de.html>.

¹² Voir DE WAAL, Thomas; LIPMAN, Maria; GUDKOV, Lev; BAKRADZE, Lasha. *The Stalin Puzzle: Deciphering Post-Soviet Public Opinion*. Carnegie Endowment for International Peace, Washington, Report, 1er mars 2013. http://carnegieendowment.org/files/stalin_puzzle.pdf.

¹³ Par référence au romain homonyme d'Illa Ehrenbourg, publié en 1954.

La deuxième confrontation avec le passé stalinien eut lieu dans la seconde moitié des années 80 grâce à la politique de « glasnost » (transparence) inaugurée par Mikhaïl Gorbatchev dans le cadre de sa tentative de réformer le système soviétique. Cette fois-ci, toutes les couches de la société russe apportèrent leurs témoignages et leurs contributions à un débat qui permit de mesurer la profondeur des blessures laissées en héritage par les violences de masse du stalinisme. Non seulement ce dernier, mais aussi le léninisme, Lénine et même la révolution d'Octobre furent durement critiqués. Aucun aspect du passé soviétique ne fut épargné dans ce débat, au cours duquel des mémoires douloureuses longtemps réprimées purent s'exprimer publiquement pour la première fois : il en résultait un tableau extrêmement sombre de l'expérience soviétique tout entière. Cet exercice collectif de remémoration, qui a été comparé à une « psychanalyse sauvage collective »¹⁴, s'arrêta au début des années 90, comme si la société russe, face à un passé trop lourd à porter, avait choisi de détourner le regard pour ne pas sombrer dans le désespoir. Entre-temps, le chaos de la transition économique, les pénuries et les difficultés croissantes de la vie quotidienne, l'appauvrissement général, obligèrent la population russe à consacrer toutes ses énergies à la lutte pour survivre au jour le jour : la priorité n'était plus de faire les comptes avec le passé, mais de faire face aux difficultés du présent. Depuis ces années-là, la mémoire du stalinisme ne s'est plus trouvée au centre du débat public.

Les politiques de mémoire du Kremlin après la fin de l'URSS

Soucieux de reconstruire une identité nationale russe fortement ébranlée et déboussolée par tous ces événements, le pouvoir eltsinien dans les années 90 eut largement recours à l'histoire : pas à l'histoire soviétique, toutefois, mais à celle de l'époque prérévolutionnaire, qui fut présentée comme une sorte d'âge d'or de croissance économique et de prospérité¹⁵. D'après cette lecture de l'histoire, la révolution d'octobre avait fait « dévier » de son cours « naturel » l'histoire de la Russie et interrompu le processus de développement économique et social qui la rapprochait de plus en plus des pays européens les plus avancés. La période soviétique apparaissait ainsi comme une parenthèse complètement négative, qu'il fallait maintenant clore définitivement et oublier : la fin de l'URSS et du système soviétique permettait de reprendre enfin le chemin interrompu en 1917 et de regagner le terrain perdu. L'héritage soviétique était donc rejeté en bloc. La Russie était décrite comme une victime du bolchevisme et du système soviétique : en tant que telle, elle n'avait pas besoin de s'interroger sur ses propres responsabilités. Différentes mesures symboliques prises par le pouvoir eltsinien cherchaient à renouer avec le passé prérévolutionnaire. On peut citer, par exemple, le remplacement du drapeau soviétique par le tricolore russe de l'époque tsariste ; le rétablissement de rapports étroits avec l'église orthodoxe, dans le but d'utiliser la religion orthodoxe comme fondement de l'identité russe et comme guide moral ; la substitution de l'hymne soviétique par une musique du compositeur russe du XIXe siècle Mikhaïl Glinka ; l'enterrement, en 1998, des restes de Nicolas II et de la famille impériale dans la cathédrale Pierre-et-Paul de Saint-Pétersbourg. Le pouvoir eltsinien ne développa, par ailleurs, aucune initiative mémorielle concernant spécifiquement les victimes des répressions staliniennes. Le seul événement significatif dans ce domaine fut, en 1992, le procès avorté contre le PCUS, qui aurait pu, s'il avait eu lieu, ouvrir un débat sur le passé soviétique. Pour ce qui concerne la réhabilitation

¹⁴ Cf. BROSSAT, Alain. *Le stalinisme entre histoire et mémoire*. Paris: Editions de l'Aube, 1991.

¹⁵ Voir SMITH, Kathleen E. *Mythmaking in the New Russia: Politics and Memory during the Yeltsin Era*. Ithaca and London: Cornell University Press, 2002.

des victimes et le rétablissement de ces dernières dans leurs droits, il est intéressant de noter que les deux principales initiatives dans ce domaine, après celle de la période khrouchtchevienne, datent des tout dernières années de l'URSS. La première a été le décret « Sur le rétablissement des droits de toutes les victimes de la répression politique des années 20-50 », signé le 13 août 1990 par Mikhaïl Gorbatchev en sa qualité de (premier et dernier) président de l'URSS. La seconde a été la loi « Sur la réhabilitation des victimes de répressions politiques »¹⁶, adoptée le 18 octobre 1991 par la Fédération Russe, à l'initiative surtout de l'association Mémorial. La loi de 1991 reconnaît l'implication de l'Etat soviétique dans les violences de masse perpétrées depuis les années 20 jusqu'aux années 50, mais, comme le souligne Elisabeth Anstett, « la reconnaissance d'une telle responsabilité étatique dans ce texte législatif n'a pourtant pas contribué à établir des responsabilités individuelles. Aucune poursuite n'a jamais été engagée contre les concepteurs et les administrateurs du système concentrationnaire soviétique, même au niveau local. Il n'y a jamais eu de procès, pas plus que de tentative de mettre en place une justice transitionnelle. Nulle commission n'a été chargée d'établir le bilan de plusieurs décennies de violences politiques institutionnalisées, de pointer les responsabilités individuelles ou collectives, ou d'initier enfin une anamnèse »¹⁷.

Le mythe eltsinien de l'âge d'or prérévolutionnaire, s'il rencontra au début un certain écho au sein de la population, était trop abstrait et trop lointain pour convaincre réellement et pour devenir le fondement d'une nouvelle identité collective. Il s'évapora au fur et à mesure qu'augmentaient le désenchantement et l'insatisfaction de la société russe face à la brutale politique économique d'Eltsine. Une partie de population, appauvrie par le passage à cette économie de marché qui aurait dû lui apporter la prospérité, commença à éprouver une certaine nostalgie de la défunte l'Union Soviétique.

L'arrivée de Vladimir Poutine à la présidence a introduit des changements importants dans les usages politiques du passé de la part du pouvoir russe¹⁸. L'objectif restait le même que pour son prédécesseur : construire, ou plus exactement reconstruire, une identité nationale forte, après la crise identitaire provoquée par la fin de l'URSS. Ce qui change, ce sont les aspects du passé auxquels le pouvoir fait appel. Plusieurs aspects d'un passé soviétique que l'administration précédente avait condamné en bloc ont été récupérés et réhabilités par Poutine. La nouvelle idéologie proposée par le pouvoir a abandonné elle aussi, comme l'avait déjà fait Eltsine, toute référence au communisme et à l'anticapitalisme. Son contenu principal est un nationalisme centré sur l'idée d'une Grande Russie, de son passé glorieux et d'un futur qui permettra de rétablir sa puissance et son influence au niveau international. Dans ce nationalisme se mélangent des éléments hérités de l'époque tsariste et de la tradition slavophile, et d'autres de l'époque soviétique. L'Occident est de nouveau présenté comme un adversaire face auquel la Russie doit se défendre. Le rôle joué personnellement par Poutine dans cette réorientation de la politique de mémoire a été et reste fondamental. Convaincu, comme il l'a dit en 2005, que « l'effondrement de l'Union Soviétique a été la plus grande catastrophe géopolitique du [XXe] siècle »¹⁹, le président russe a œuvré à la récupération de

¹⁶ Voir le texte (en russe) de cette loi dans <http://www.memo.ru/rehabilitate/laws/index.htm>. Une loi analogue « Sur la réhabilitation des victimes des répressions politiques en Ukraine » avait été adoptée le 17 avril 1991 par le Parlement ukrainien.

¹⁷ ANSTETT, Elisabeth. Mémoire des répressions politiques en Russie postsoviétique: Le cas du Goulag. *Online Encyclopedia of Mass Violence*, [online], 17 juillet 2011, consultée le 18 juillet 2014, <http://www.massviolence.org/Memoire-des-repressions-politiques-en-Russie-postsovietique>, p. 2.

¹⁸ Sous la présidence de Medvedev, ce sont les orientations définies par Poutine qui continuèrent à prévaloir.

¹⁹ Vladimir Poutine, discours de 25 avril 2005 adressé à l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, consultable sur le site du Kremlin http://archive.kremlin.ru/appears/2005/04/25/1223_type63372type63374type82634_87049.shtml. Ce jugement, qui contraste avec ceux formulés par les autorités des autres républiques ex-soviétiques, illustre très bien

parties significatives de l'héritage soviétique. L'une des mesures symboliques allant dans cette direction a été le rétablissement, en décembre 2000, de l'hymne soviétique comme hymne national de la Fédération Russe, à la place de la « Chanson patriotique » de Glinka en vigueur depuis 1990²⁰. Mais surtout, le pouvoir poutinien a développé, et cherche à imposer par différents moyens, une nouvelle lecture de l'histoire soviétique, qui met l'accent sur des aspects comme la modernisation de l'économie, la victoire sur l'Allemagne nazie, le statut de superpuissance atteint par l'URSS après la Deuxième guerre mondiale : des aspects susceptibles de fonder une identité nationale positive et de nourrir un sentiment de fierté chez les Russes. La référence à la victoire dans la Deuxième Guerre Mondiale a pris sous Poutine une importance énorme. En mai 2005 le 60^{ème} anniversaire de la victoire a été commémoré à Moscou avec une pompe extraordinaire, de manière à souligner le rôle déterminant joué par la Russie dans l'issue du conflit mondial et son statut de grande puissance. C'était aussi une manière de rappeler aux Pays baltes, à l'Ukraine et aux pays d'Europe centrale et orientale, qu'ils avaient été libérés de l'occupation nazie par les armées soviétiques, et donc par la Russie²¹. L'historien russe Nikolai Koposov note : « Depuis quelques années, la Grande Guerre patriotique (...) est devenue un véritable mythe d'origine pour la Russie post-soviétique. D'après un sondage récent, 87 % des Russes se déclarent d'accord pour affirmer que la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie a été le plus grand événement de l'histoire du XXe siècle. L'historiographie récente a beau présenter un tableau de la guerre infiniment plus contrasté que son image héroïque conventionnelle, cela n'empêche pas ce mythe, soutenu par la propagande d'État, de satisfaire l'opinion russe. De nos jours, comme sous le pouvoir soviétique, la mémoire de la guerre, à la fois traumatique et glorieuse, sert à éclipser une autre mémoire, celle de la terreur stalinienne, et à convaincre les Russes du rôle positif de l'État dans l'histoire nationale »²².

L'importance attribuée à la mémoire de la Deuxième Guerre Mondiale a entraîné aussi la revalorisation du rôle de Staline en tant que chef militaire, comme cela avait déjà été fait à l'époque de Brezhnev. C'est à Staline qu'est attribué en grande partie le mérite de la victoire sur l'Allemagne nazie. Par contre, les responsabilités du dictateur pour les désastres de la première phase de la guerre, pour avoir affaibli l'Armée rouge pendant la Grande Terreur en éliminant une partie considérable des cadres militaires, et pour n'avoir pas pris en compte les multiples signalements de l'imminence de l'invasion allemande, ne sont pas évoquées. Autre aspect important, dans la vision de l'histoire soviétique que Poutine cherche à imposer, est le thème de la modernisation de la Russie : à Staline on attribue aussi le mérite d'avoir modernisé l'économie du pays et d'avoir fait de l'URSS une grande puissance au lendemain de la guerre. Dans cette vision de l'histoire soviétique, les crimes et les répressions de masse de l'époque stalinienne ne sont pas niés, mais ils sont relativisés et présentés comme s'ils avaient été le prix inévitable à payer pour la transformation de l'économie et de la société soviétique.

la singularité de la situation russe dans le panorama général de l'après-communisme.

²⁰ Le nouveau texte de l'hymne fut écrit par le même auteur, Serguei Mikhalkov, qui avait déjà écrit les paroles de l'hymne soviétique en 1944 et qui les avait adaptées en 1977 pour éliminer la référence à Staline. En raison de cette référence, devenue gênante, de 1961 à 1977 l'hymne était joué sans paroles. Voir les trois variantes de l'hymne dans <http://www.kadouchka.com/russie/Hymne.htm> (consulté le 18 juillet 2014).

²¹ Dans tous ces pays la mémoire de la guerre est très différente. Ils insistent tous sur le fait que l'URSS les avait, certes, libérés du nazisme, mais pour leur imposer sa propre domination. Ces visions différentes de la Deuxième Guerre Mondiale continuent d'alimenter des tensions et des conflits de mémoire entre la Russie et ses voisins. Cf. ZHURZHENKO, Tatiana. Geopolitics of memory. *Eurozine*, 10 mai 2007, <http://www.eurozine.com/articles/2007-05-10-zhurzhenko-en.html>.

²² KOPOSOV, Nikolai. Le débat russe sur les lois mémorielles. *Le Débat*, n. 158, 2010, p. 51. Voir aussi _____. *Mémoire à régime sévère. Histoire et politique dans la Russie contemporaine*. Moscou: Ed. NLO, 2011 (en russe).

L'administration Poutine est intervenue de multiples manières pour promouvoir sa vision – « juste » et « non falsifiée » - de l'histoire soviétique, renouant ainsi avec des pratiques de l'époque soviétique, lorsque le pouvoir communiste exerçait un contrôle étroit sur l'écriture et l'enseignement de l'histoire et imposait sa propre vision du passé. Parmi ses multiples initiatives dans ce domaine on peut citer, par exemple, le projet de loi mémorielle destinée à punir « toute atteinte à la mémoire historique des événements ayant eu lieu pendant la Seconde Guerre Mondiale »²³. Une autre initiative significative a été la mise en place, en 2009, d'une Commission présidentielle sur la « falsification de l'histoire au détriment des intérêts de la Russie ». Les manuels scolaires d'histoire sont un autre secteur d'intervention du pouvoir poutinien. Dans les années 90 on avait vu apparaître en Russie une multitude de manuels d'histoire, édités localement et dont le choix était laissé aux enseignants. Le pouvoir eltsinien n'avait pas encore une vision bien structurée du passé soviétique, et ses interventions en matière de mémoire et d'histoire étaient le plus souvent improvisées. Eltsine avait eu le grand mérite, toutefois, d'ouvrir aux chercheurs et au public de nombreuses archives jusque-là rigoureusement fermées ou accessibles seulement à un nombre très restreint d'historiens politiquement fiables. L'ouverture des archives avait donné une forte impulsion à la recherche historique : pour la première fois il devenait possible d'étudier l'histoire soviétique sur la base des sources et des documents originaux, condamnés jusque-là au secret. Sous Poutine, le pouvoir a entrepris de contrôler les interprétations de l'histoire et surtout d'imposer dans les établissements scolaires une conception unique de l'enseignement de cette discipline. Il a fortement encouragé, par conséquent, la rédaction de manuels d'histoire qui proposent cette conception unique et dont le plus représentatif est celui dirigé par Alexandre Filippov et Alexandre Danilov, deux historiens qui font partie de l'équipe chargée par le Kremlin d'élaborer les nouveaux standards en matière d'éducation²⁴. Les deux volumes de ce manuel, publiés en 2008, couvrent respectivement la période 1900-1945 et la période 1945-2008²⁵. Ils ont été précédés d'un *Manuel de l'enseignant*, publié en 2007 et republié depuis, qui explique en détail comment aborder les différents aspects de l'histoire soviétique²⁶. « Dans la première édition – note Dina Khapaeva - , Staline y était qualifié de « manager efficace » et le Goulag de « moyen de modernisation de la Russie » (à la suite de nombreuses réactions, la deuxième édition n'a pas repris cette qualification de Staline). Diffusé à des centaines de milliers d'exemplaires et recommandé aux écoles, ce manuel accorde à Staline, victorieux stratège, une place importante dans l'histoire glorieuse de l'URSS et de la Russie de 1945 à 2007 »²⁷.

La terreur déclenchée par ce « dirigeant rationnel » était, selon les auteurs du manuel, avant tout « un instrument pratique de résolution des tâches économiques ».

²³ Le projet de loi fut déposé à la Douma (le parlement russe) en mai 2009 par le parti Russie unie. Une pétition contre ce projet, lancée par Nikolai Koposov, recueillit les signatures de plus de 250 historiens et intellectuels (<http://www.polit.ru/article/2010/04/26/koposov/>).

²⁴ JEGO, Marie. Staline? Un dirigeant « rationnel ». *Le Monde*, 26 octobre 2009.

²⁵ FILIPPOV, Alexandre; DANILOV, Alexandre (Dir.). *Histoire de la Russie, 1900-1945*, 11 classe: manuel scolaire pour les établissements d'enseignement général. Moscou: Prosvechenie, 2008; *Histoire de la Russie, 1945-2008*, Moscou: Prosvechenie, 2008.

²⁶ FILIPPOV, Alexandre et al. *Histoire de la Russie, 1945-2008: le livre de l'enseignant*. Moscou: Prosveshchenie, 2007. Ce manuel, note Marie Jego, « offre un condensé de la nouvelle pensée officielle » (*art. cit.*).

²⁷ KHAPAEVA, Dina. *Portrait critique de la Russie*. Paris: Editions de l'Aube, 2012, p. 11. Sur le contenu de ces manuels voir AMACHER, Korine. Les historiens de la Russie et le passé stalinien. *Le Temps*, 22 décembre 2008, <http://cvuh.blogspot.com/2009/01/les-historiens-de-la-russie-face-au.html>; voir aussi MORENKOVA, Elena. Les usages du passé soviétique dans la construction de la nouvelle identité nationale russe. *La Revue Russe*, n. 36, 2011, pp. 87-98.

Monuments et autres lieux de mémoire

L'absence d'un quelconque monument officiel à la mémoire des victimes du stalinisme montre que l'Etat russe a soigneusement évité jusqu'à présent de se confronter à ce problème. L'administration Poutine ne s'est pas limitée à une attitude passive, mais, comme on vient de le souligner, elle tend à justifier la terreur et les violences de masse. Dans les dernières années elle s'est aussi efforcée d'entraver, par différentes interventions administratives et judiciaires l'activité de l'association Mémorial, consacrée à la défense de la mémoire des victimes des répressions soviétiques²⁸. A l'absence déjà signalée de monuments officiels en mémoire des victimes s'ajoute le fait que l'Etat russe ne s'est pas du tout soucié de préserver comme lieux de mémoires quelques uns au moins des camps qui faisaient partie du système concentrationnaire soviétique. Le seul camp qui a été partiellement préservé est celui de Perm-36, situé à une centaine de kilomètres au nord-est de la ville de Perm, mais il l'a été exclusivement à l'initiative de l'association Mémorial, qui en a fait un musée²⁹. C'est comme si en Allemagne, l'Etat et les Länder n'avaient sauvegardé aucune trace des camps de concentration nazis : comment pourrait-on interpréter une telle attitude, sinon comme une volonté d'occulter et de faire oublier cette partie de l'histoire allemande ? En Russie, à l'amnésie d'Etat s'accompagne cette d'une grande partie de la société, qui préfère ne plus entendre parler du stalinisme et de ses victimes. Selon l'historienne russe Dina Khapaeva, « la société russe est frappée d'un mal terrible : une amnésie partielle, un délitement de la mémoire, devenue capricieuse et sélective »³⁰. Elle poursuit : « L'amnésie actuelle et son corollaire, l'absence de condamnation et l'impunité des crimes dont les auteurs et les victimes se comptent par millions, permettent de régler confortablement les comptes avec le passé. D'où cette leçon de l'histoire soviéto-russe ; il suffit que les hommes politiques ignorent les crimes passés, et que les individus ne pipent mot, pour que cette « entente » réduise à néant, aux yeux de l'Etat et de l'ensemble de la société, la question du passé cannibale »³¹. Après l'intense débat qui s'était déroulé dans les années de la perestroïka, la société russe semble avoir renoncé, pour le moment, à faire les comptes avec ce passé et à s'interroger sur la question des responsabilités. Elle préfère, dans sa grande majorité, se réfugier dans l'amnésie et dans le mythe nationaliste de la Grande Russie qui lui est proposé quotidiennement par le pouvoir. Il est peu probable, toutefois, que cette situation puisse se prolonger indéfiniment, parce que ce passé est toujours là et se rappelle périodiquement à l'attention de ceux qui voudraient l'oublier.. Alors qu'on croyait l'avoir enterré définitivement, il réapparaît de temps à autre, à l'occasion, par exemple, de la découverte d'immenses fosses communes dans des lieux d'exécution où, à l'époque de la Grande Terreur, les agents du NKVD ont fusillé des dizaines de milliers des personnes, comme à Boutovo³², à la périphérie de Moscou, ou à Levashovo, près de Saint-Pétersbourg³³, et dans

²⁸ Une loi russe du 21 novembre 2012 dispose que toute association qui reçoit de l'argent de l'étranger doit s'enregistrer en tant qu' « organisation remplissant les fonctions d'un agent étranger » si elle prend part à des « activités politiques » (« Depuis un an, la loi relative aux « agents étrangers » mise en place par Vladimir Poutine étouffe les libertés », Communiqué de presse d'Amnesty International, 20 novembre 2013). Mémorial, ayant refusé jusqu'à présent de se plier à cette contrainte, a fait l'objet de nombreuses mesures vexatoires de la part des autorités (perquisitions, contrôles fiscaux, séquestration d'ordinateurs, etc.).

²⁹ Sur le camp de Perm voir STANLEY, Alessandra. Lest Russians forget, a museum of the Gulag. *New York Times*, 29 octobre 1997.

³⁰ KHAPAEVA, Dina. *Portrait critique de la Russie*. Paris: Editions de l'Aube, 2012, p. 73.

³¹ KHAPAEVA, D., *Op. cit.*, p. 88.

³² NERARD, François-Xavier. The Butovo Shooting Range. *Online Encyclopaedia of Mass Violence*, 27 février 2009, pp. 1-11, http://www.massviolence.org/fr/Article?id_article=277; _____. La mémoire de Boutovo, massacres de masse des années trente en Russie soviétique. In: BUCHET, Luc; SEGUY, Isabelle (Eds.). *Vers une anthropologie des catastrophes: Actes des 9e journées d'anthropologie de Valbonne*. Antibes: Éditions apdca, 2008, pp. 143-159;

d'autres localités. Chacune de ces découvertes soulève de nouveau la question des responsabilités, de l'Etat terroriste et de l'impunité dont les responsables de ces crimes ont bénéficié. Paradoxalement, toutefois, le principal responsable, Staline, reste une figure populaire pour une partie importante de la population russe. Il est surprenant de constater que dans un pays comme la Russie, où les victimes de la violence d'Etat ont été si nombreuses, leur mémoire, loin de prédominer, est reléguée au second plan, alors que celle de leurs bourreaux occupe une place si importante. Selon l'historienne Dina Khapaeva, « en Russie, c'est la mémoire des bourreaux qui a triomphé, et non celle des victimes »³⁴. Arseni Roginski estime, pour sa part, que « la mémoire du stalinisme est incomplète et refoulée »³⁵.

L'amnésie volontaire s'accompagne chez beaucoup de Russes, surtout les plus âgés, d'un sentiment de nostalgie pour l'Union Soviétique, surtout pour la période brejnevienne, vue rétrospectivement comme une époque de stabilité pendant laquelle l'Union Soviétique, et donc la Russie, était influente et respectée dans le monde entier. La popularité de Poutine, qui est bien réelle, vient en grande partie du fait qu'il a su répondre à ces aspirations à la stabilité et à cette nostalgie pour la puissance impériale disparue. Son discours nationaliste trouve là un terrain fertile. Il promet de reconstituer la puissance d'une Russie confrontée à l'hostilité de l'Occident et de ses voisins immédiats : il réactive les vieilles obsessions soviétiques de l'encerclement et donc de la nécessité d'une mobilisation permanente de la société pour se défendre des menaces qui proviennent d'un monde hostile. Toutefois le discours nationaliste du Kremlin, s'il rencontre un écho positif en Russie, suscite beaucoup d'inquiétude chez ses voisins, en particulier dans les pays où il y a d'importantes minorités russes. Les tensions politiques alimentent les conflits de mémoire qui opposent la Russie à ses voisins immédiats³⁶.

Conclusion

Depuis la chute de l'Union Soviétique la mémoire russe a suivi, comme nous l'avons vu, un parcours non linéaire, au cours duquel la vision du passé soviétique s'est profondément modifiée. Dans une première phase, ce passé a été rejeté en bloc, comme s'il n'avait été qu'une parenthèse malheureuse de l'histoire russe qu'il fallait refermer définitivement. Le pouvoir eltsinien lui opposait le mythe d'un âge d'or prérévolutionnaire et d'une Russie tsariste était en plein développement économique et social. Le cours « naturel » de l'histoire russe avait été dévié par la révolution bolchévique, mais pouvait maintenant être repris, et l'économie de marché allait apporter rapidement à la Russie une prospérité comparable à celle des pays occidentaux. L'Occident a été, pendant une courte période, l'autre grand mythe du moment. Les deux mythes ont toutefois perdu rapidement leur pouvoir d'attraction sur une population désenchantée et en proie aux pires difficultés, qui commençait à regretter l'Union Soviétique disparue. Avec Poutine, l'histoire soviétique a été réintégrée dans le cadre d'un discours de type nationaliste qui met l'accent sur les grandes réalisations de l'époque soviétique – l'industrialisation et la modernisation du pays, la victoire dans la

ROUSSELET, Kathy. Les mémoires de la Grande Terreur: Butovo. In: MAUREL, Marie-Claude; MAYER, Françoise (Eds.). *L'Europe et ses représentations du passé. Les tourments de la mémoire*. Paris: L'Harmattan, 2008, pp.131-146.

³³ NERARD, François-Xavier. The Levashovo Cemetery and the Great Terror in the Leningrad Region. *Online Encyclopaedia of Mass Violence*, 27 février 2009, pp. 1-9, http://www.massviolence.org/Article?id_article=308.

³⁴ KHAPAEVA, D. *Op. cit.* p. 92.

³⁵ ROGINSKI, Arseni. La mémoire du stalinisme est incomplète et refoulée. *Le Monde*, 6 mars 2013; _____, *Fragmented Memory*, *art. cit.*

³⁶ Sur ce problème voir MEMORIAL. National images of the past. The twentieth century and the "war of memories". An appeal by the International Memorial Society. *Eurozine*, 5 décembre 2008, <http://www.eurozine.com/articles/2008-12-05-memorial-en.html/>

Deuxième Guerre Mondiale, l'expansion territoriale et politique de la puissance soviétique, les succès dans la conquête de l'espace – et qui relativise, par contre, les coûts humains et les répressions de masse. L'administration Poutine est intervenue activement pour imposer cette vision de l'histoire russe : avec succès, jusqu'à présent, car une majorité de la population s'est montrée sensible à un discours nationaliste qui lui restitue une identité positive. La mémoire du stalinisme continue d'être refoulée, et celle des victimes ne préoccupe qu'une minorité des Russes : on assiste même à un regain de popularité de la figure de Staline. La récente annexion de la Crimée, au mépris du droit international, a renforcé en Russie le sentiment nationaliste et la popularité du président. La Russie, en conclusion, n'a pas encore fait les comptes avec les pages sombres de son passé. Sa mémoire, comme l'ont souligné différents auteurs, reste fragmentée, brisée, fracturée, incomplète, refoulée. S'il est vrai que l'histoire soviétique ne peut pas se réduire aux violences de masse mises en œuvre par l'Etat-Parti, il est évident aussi que le Goulag, la terreur et les millions de victimes ne peuvent pas être considérés de simples détails de cette histoire. Tôt ou tard, la société russe devra recommencer à s'interroger sur ce passé, comme l'a fait, par exemple, l'Allemagne à propos du passé nazi, après s'être efforcée pendant une longue période de le refouler.

Bruno Groppo: Pesquisador titular do Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) - Université de Paris I Panthéon-Sorbonne.